L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL — NOUVELLE-ORLEANS. MERCREDI MATIN, 25 JUILLET 1849.

Imprimée et publiée par
MAGNE & WEISSE,
No. 83, rue de Chartres,
NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 25 JUILLET 1849

AVIS.

☞ PERSONNE n'est autorisé à recevoir ou acquitter aucun compte pour les propriétaires de l'*Abeille*, excepté MM. E. Duverger, notre teneur de livres, et MM. E. Marion Ogden et De La Neuville, nos collecteurs.

Nouvelle Orleans, 3 avril 1849.

MAGNE & WEISSE

TICKET WHIG.

GOUVERNEUR:
ALEXANDRE DEGLOUET.

LIEUTENANT GOUVERNEUR:
DUNCAN F. KENNER.

AUDITEUR DES COMPTES:
LOUIS BORDELON.

CONGRES.

PREMIER DISTRICT:
O. P. JACKSON.

DEUXIEME DISTRICT.
CHARLES M. CONRAD.

L'*Union*, croyant sans doute noire au parti de l'Administration, a publié il y a quelques jours une lettre de M. Truman Smith et l'accompagnant de commentaires dont le lecteur n'a que faire. Cette lettre est admirable, et l'ex-journaliste officiel nous a rendu un grand service en lui donnant place dans ses colonnes.

Truman Smith engage les amis de l'administration à faire un effort suprême pour envoyer dans les chambres nationales une majorité favorable au président. Ce n'est pas assez, dit-il, d'avoir élu le général Taylor, il faut le mettre à même de réaliser son programme. Il ne suffit pas de porter un citoyen au pouvoir, car vous attendez de lui des actes, et comment pourrait-il agir sans le concours du Congrès! Notre victoire de novembre dernier sera nulle si nous la laissons nos adversaires prendre possession des Chambres.

Le peuple veut une bonne administration; il l'aura s'il ne s'endort pas dans la voie où il est entré. Après avoir eu le général Taylor, il faut lui donner des Chambres qui ne lui soient pas hostiles. Et c'est ce que fera le peuple, car il n'agit pas sans discernement, et son dernier verdict a été une condamnation du passé.

Nous voudrions reproduire la lettre de M. Truman Smith, mais l'abondance des matières ne nous le permet pas aujourd'hui. Nous nous contenterons seulement de relever une de ces colossales erreurs qu'un journal locofoco a l'habitude de commettre et qu'il nous arrive bien rarement de signaler. Le lecteur est trop éclairé pour qu'il soit nécessaire de les indiquer constamment. Lorsque nous disons erreur, nous employons le terme propre, car c'est décidément par ignorance que pièce notre confrère. Nous l'engageons à établir l'histoire de notre pays et de nos hommes publics. Il y gagnera et ses lecteurs aussi. Qu'il discute moins des affaires de l'autre monde — il n'en repent déjà, nous en sommes sûrs! — et un peu plus des affaires de notre pays. Ce serait, nous le savons, une révolution dans les habitudes d'un journal locofoco, mais enfin c'est du bon conseil que nous lui donnons. On s'entend à demi-mot, et nous n'en dirons pas en sommes sûrs, nous comprend parfaitement.

Voici l'erreur du journal locofoco. M. Truman Smith est, dit-il, abolitionniste. Oh! oh! de qui tenez vous ce précieux renseignement! On avez vous puisé vos notions historiques sur les personnages qui occupent l'attention publique aux États-Unis? D'où venez-vous, grand Dieu!

M. Truman Smith est abolitionniste! En voici la preuve. Dans sa lettre, nous lisons cette phrase significative: *L'histoire montre une de la démocratie radicale et de l'abolitionnisme, qui se compté rapidement dans les États libres, il a inspiré aux citoyens du dégoût et de l'horreur.*

Après cela, vous comprenez, n'est ce pas, que M. Truman Smith est abolitionniste. C'est le journal du sort qui le dit.

SALUBRITE DE LA VILLE.—Une résolution passée hier par le Conseil de Salubrité, et que nous insérons dans notre partie anglaise, déclare qu'il n'existe en ce moment à la Nouvelle Orléans aucune maladie épidémique. Le choléra a disparu de notre vue et la fièvre jaune n'y a pas encore paru. Donc vous ne que nous échappons à ce second fléau!

M. DAVIS—Le directeur du théâtre d'Orléans est arrivé à Paris le 27 juin. Il s'est mis immédiatement en campagne pour recruter les nouveaux sujets dont il a besoin pour compléter sa troupe actuelle.

AFFAIRES RELATIVES.—Une femme qui un mandat d'amener a été décernée à la sollicitation de M. Mora le, se cache si bien que la police avec tous ses yeux d'Argus ne peut parvenir à découvrir le lieu de sa retraite. Il importe cependant que cet homme soit arrêté. Pourquoi le célé-t-on avec tant de soin? A-t-on peur de ses révélations? Mais il n'a rien à craindre, lui, s'il ne s'enfuit à de la vérité. Il est vrai qu'il est sous le coup d'une prévention, mais si la prévention n'est pas fondée, pourquoi ne se livre-t-il pas avec confiance à la justice! Ne voit-on pas que la disparition de Llorente peut malheureusement confirmer des soupçons que les parties intéressées devraient au contraire s'appliquer à détruire! Nous sommes heureux d'apprendre que la police de la 1re Municipalité fait d'activesrecherches. Espérons que son zèle sera couronné de succès et que Llorente, qui décidément n'a pas quitté notre ville, sera arrêté à temps pour être traduit avec ses co-accusés devant le juge de paix Bright.—L'instruction, ou plutôt l'enquête, est finie, on le sait déjà, à après-demain, vendredi, à 10 heures du matin.

BANQUE DES ARTISANS—La direction de la Banque des Artisans s'est réunie hier et a conféré à M. Gustave Cretzat l'emploi difficile et de tout du caissier. Les administrateurs de la Banque ne pouvaient faire un meilleur choix.

NOMINATION.—M. Cyprien Courbe Lapeyrère a été nommé par le gouverneur, notaire dans la paroisse d'Orléans, en remplacement de Théodore F. Thierneman, démissionnaire.

UNE BONNE MESURE.—Le maître de poste de New York a adressé la lettre suivante à M Musson, directeur de la poste de la Nouvelle-Orléans. Elle renferme une suggestion à laquelle le public s'empressera sans doute de se conformer.

New York, 25 juin 1849.

Monsieur,—Si cela est possible, veuillez inviter vos correspondante de votre ville à ne pas se servir de cire à cacheter pour fermer leurs lettres, surtout à cette époque de l'année où la chaleur seule du soleil suffirait à faire fondre ces cachets.

Dans la malle d'aujourd'hui, de la Nouvelle-Orléans, beaucoup de lettres en apparence chargées, ont été trouvées collées les unes aux autres, et il n'a pas été possible de les détacher sans les déchirer en plusieurs endroits.

Un avis donné au public par la voie de la presse, empêchera peut-être à l'avenir, un tel inconvenient.

W. V. BRADY, P. M.

M. Musson, directeur de la poste de la N. O.

LES RÉCOLTES—On nous écrit de St-Jacques, à la date du 23 courant, qu'il pleut dans cette paroisse depuis trois semaines. Notre correspondant ajoute que la récolte, qui se présente sous les plus magnifiques apparences, pourrait être compromise si le temps ne se met pas vite au beau.

Nous lisons d'une autre part dans les journaux du Nord de l'Etat que la même cause, compliquée du choléra, produit dans les paroisses supérieures de déplorables résultats. La moitié des récoltes sont compromises. Les pluies favorisent tellement la végétation des herbes qu'il est devenu à peu près impossible de les détruire et qu'elles menacent d'étouffer les plants de coton. L'épidémie a forcé plusieurs planteurs de suspendre leurs travaux.

LE CHOLERA.—Une dépêche télégraphique de Colombus annonce que le choléra fait d'effrayans ravages dans le pénitencier de cette ville. Dans une semaine quatre-vingt détenus ont succombé au fléau, et l'hôpital regorgeait de malades.

Le nombre des victimes de l'épidémie à Montreal, dans le Canada, n'est pas encore très considérable. On signale parmi les morts M. A. Cuvillier, ancien speaker de l'Assemblée.

A Quebec, une correspondance particulière nous apprend qu'il n'y a eu jusqu'à ce moment que seize décès causés par le fléau.

TEXAS—Par le vapeur *Portland*, arrivé hier dans notre port, nous avons reçu des journaux de Galveston. Les récoltes se présentent bien dans presque toutes les parties du Texas. La canne est magnifique, et le coton aurait encore une meilleure apparence si des pluies incessantes ne faisaient craindre trop vigoureusement les herbes. Toutes les terres basses entre Houston et Brazos sont inondées.

Le général Harney fait explorer en ce moment, par des ingénieurs de l'armée, la route qui conduit au Paso en traversant les sources du San-Saba.

Le brick anglais *Cuba* est arrivé à Brazos-Santiago, venant de Liverpool, avec un chargement assorti pour le marché mexicain.

MM. Georgen et V. Garcia, passagers à bord du *Portland*, se rendaient il y a quelques jours de Brownsville à la Pointe-Isabel lorsqu'ils ont été attaqués par cinq hommes déguisés en indiens et dépouillés d'une somme de quatre cents piastres.

MINESOTA.—Ce nouveau territoire comptera prochainement parmi les États whigs. Le gouverneur Ramsay et les autres fonctionnaires sont du parti de l'administration, et tous leurs efforts tendront à propager les mines doctrines dans le magnifique pays où ils doivent nécessairement acquerir une haute influence par la position qu'ils occupent. Nous n'engageons pas les locofocos à aller se fixer dans le Minesota. Ils y seraient dépaysés. Il se publie trois journaux dans le territoire, et tous sont whigs. Le délégué actuel est M. Sibley, homme de talent et excellent whig; il sera réélu à l'unanimité. Minesota se peuple rapidement et nous voyons avec plaisir que les habitans se prononcent pour un système d'améliorations intérieures sagement.

PHILADELPHIE.—Un violent orage a éclaté sur Philadelphie le 15 de ce mois et a renversé plusieurs maisons en bois dans l'enceinte de la ville. La plupart des caves ont été inondées.

Les journaux parlent d'une nouvelle collision qui a eu lieu à Moyamensing entre deux compagnies de pompiers. Il y a eu plusieurs blessés, et l'on craint que quelques-uns d'entre eux ne succombent.

NEW-YORK — Les *Secor Works*, à New-York, ont été, il y a quelques jours le théâtre d'un affreux accident. On venait de terminer les pièces massives d'une machine destinée à un nouveau steamer, lorsqu'en descendant l'une d'elles d'un second étage, les liens se rompirent et l'énorme masse tomba sur le chef d'atelier, M. Higbee qui se trouvait au rez-de-chaussée. M. Higbee, a été littéralement écrasé, et la violence du choc a été telle que des débris de cadavre mutilé ont traversé les épais madriers qui forment le plancher. Deux autres ouvriers ont été légèrement blessés.

SINISTRE—Nous lisons dans le *Savannah Republican* du 19, que le brick anglais *Falcon*, parti de la Jamaique pour Halifax, a été abandonné par son équipage il y a quelques jours. Le navire laissait eau et il était devenu impossible de le maintenir plus longtemps à flot. Le capitaine et les matelots sont arrivés en canot à Savannah, après avoir erré trois jours et trois nuits sur l'Ocean.

HAITI.—Nous avons des nouvelles du Cap datées jusqu'au 28 juin et de Gonaïves jusqu'au 1er juillet. Dans la première de ces villes, on commençait à recevoir des campagnes une partie des récoltes. Les affaires d'ailleurs y étaient à peu près nulles, grâce aux entraves de toutes sortes que le stupide gouvernement de Soulouque a mises au commerce. Le prix du café était fixé *par ordre supérieur* à 29 les cent livres et celui du coton à 32 et même 33 les cent livres. Il règne une chaleur excessive dans toutes les parties de l'île.

M. John L. Wilson, consul américain au Cap, est de retour aux États Unis.

MARACAÏBO.—Il a été reçu à Boston des nouvelles de Maracaïbo jusqu'au 13 juin. A cette date, la tranquillité régnait dans le Venezuela, mais on s'attendait à de nouveaux troubles pour le commencement de juillet.

MOREAU GOTTSCHALK.

Nous nous sommes fait un devoir de tenir nos lecteurs au courant des progrès de notre jeune compatriote, et ce sera toujours avec bonheur que nous enregistrerons les succès qu'il obtient à Paris et les marques flatteuses d'approbation qu'il reçoit des grands artistes. Moreau Gottschalk est appelé, par son génie et son beau talent, à se faire prochainement un nom distingué. Son avenir ne nous est pas indifferent. Voici ce que nous lisons dans une revue musicale de Paris:

Lundi de la semaine dernière, Gottschalk a joué au concert de M. Porto dans la salle des Bains de Tivoli, avec ce succès qui le suit partout. Son *Bamboula* et sa *Scène aux enfers* lui ont valu de nombreux rappels. Quoique indisposé, son exécution n'avait peut-être jamais été aussi brillante.

On nous a permis d'extraire quelques passages d'une lettre que Moreau Gottschalk vient d'adresser à son père. C'est une causerie pleine d'abandon et qui naturellement n'était pas destinée à la publicité. Le jeune artiste parle de ses succès actuels et de ses compositions avec une franchise et une sincérité qui n'excluent pas la modestie. On verra aussi dans ces lignes surprises à l'intimité que Moreau Gottschalk n'a pas moins de cœur que de talent.

PARIS, le 25 juin 1849.

"Je vous ai écrit il y a trois jours une longue lettre sur le *Prophète*, afin, sans que vous me le dites, que vous puissiez savoir qu'en penser au milieu des opinions diverses et si nombreuses qui s'entrechoquent depuis l'apparition du dernier ouvrage de l'auteur de *Robert*; mais entraîné par la nature du sujet, j'ai plaidé fait un travail analytique qu'une autre, aurait une suite à empreser, aimon à le déchirer, de moins de sentir indefiniment ma lettre, quitte à vous l'envoyer plus tard.

Voici ce que pour le moment je puis vous dire. L'œuvre de Meyerbeer est belle, très belle; ceux qui la jugent autrement sont des envieux ou des sots. Cependant, je suis loin de trouver le *Prophète* aussi beau que *Robert* ou les *Huguenots*, mais est-ce à dire que parce que Meyerbeer ne s'est pas élevé cet été fois jusqu'aux sublimes conceptions de ces deux chefs-d'œuvre, le *Prophète* soit mauvais? Non, mille fois non. Il est beau qu'un peu moins beau, voila tout, et ce moins beau est encore magnifique.

"A ceux qui nient la jeunesse d'une seule mélodie dans le Prophète, je répondrai que j'en joue une treintaine, sans avoir eu la patience qui n'a point encore parue. Avant hier étant chez Duprez, il m'a invité à chanter de grand talent, je me suis mis au piano et ayant parlé du Prophète, il me mit en defi d'en jouer quelques morceaux. Alors je lui ai joué toute la partition; mais tant est en a été tellement étonné que demain il doit me présenter à un intime ami de Meyerbeer, à qui il a parlé de ma mémoire et qu'il a pas voulu le croire. Berlioz sera à dîner.

"Escudier est allé passer deux ou trois jours à Londres. Il m'a dit n'avoir jamais vu pareille quantité d'artistes, aussi n'y a-t-il pas grande chasse d'y gagner quelque chose. Benedict qui est comme vous le savez le meilleur pianiste de l'Angleterre et l'unique élève du grand Weber, y a donné concert le 21 de ce mois. Les frais de ce concert montaient à fr. 31,000, mais la reine et la cour assistaient au concert, aussi a-t-il été bien au delà couvert ses dépenses. Le 15, il en aille trouver Escudier pour lui demander si je voudrais jouer à son concert. L'occasion était magnifique, car c'est la seule manière de se faire connaître de Sa Majesté; aussi trois cent cinquante artistes s'étaient-ils fait entendre pour y jouer. Cinquante pianistes, dont Halle, Alf. Dreyschack, Thalberg, Billet, etc., obtenaient Benedict de leurs demandes. J'aurais joué mon Bamboula si ma Ballade, du moins c'était le désir de Benedict; mais c'était un peu tard le 15, pour arriver le 21, et d'ailleurs une autre raison plus sérieuse m'empêchait d'accepter. Hallé, Schulhoff et Dreyschack que je connais ne m'ayant jamais pardonné de leur couper, comme on dit, l'herbe sous le pied. Si vous joignez à Londres, rien de plus naturel, mais arriver en bête de Paris le jour même, c'eût été encourir et avec raison, tout leur inimitié aux leurs reproches, aussi en me faisant l'offre, Benedict ne cachait-il pas le danger qu'il y aurait à l'accepter.

"De reste, je vais partir pour Londres, car il paraît que le Bamboula y a fait sensation et que l'on est curieux de me entendre jouer. Je vais donc envoyer mes jours en deux ou trois exemplaires de ma Nuneau Ballade citrée qui ne vend beaucoup ici. Niedermeyer, l'auteur de l'opéra Marie Stuart, est venu me faire une visite hier, pour m'inviter à passer la soirée chez lui demain; je doit y jouer quelques-unes de mes dernières œuvres."

UNE CONVERSION POLITIQUE INTELLIGENTE.—M. BISSETTE.

Il se passe en ce moment dans les colonies françaises des Indes Occidentales un événement des plus curieux, qui ne doit pas demeurer ignoré, et qui, pour être bien compris du public, a besoin d'une courte biographie du principal personnage qui y figure, et en outre de quelques traits sur la conduite sociale et politique d'une partie de la population, dite des gens de couleur libres. D'abord il s'agit de M. Bissette, dont le nom et l'existence ont eu du retentissement dans le monde, bien qu'ils soient restés à l'état de mythe pour la plupart des lecteurs. Les faits étant maintenant acquis et connus dans la Guadeloupe et la Martinique, n'ont aucun intérêt pour eux; mais ils le deviennent pour l'Europe, et c'est aussi avec l'impartialité de l'histoire que nous les jugeons les hommes qui les ont développés.

Bissette, jeune encore, revint d'un voyage de France, à la Martinique, son pays natal, avec un certain nombre d'exemplaires d'une brochure publiée à Paris, et qui réclamait les droits civils et politiques pour les gens de couleur, ses semblables, auxquels il les disputait avec acharnement. Le but de la brochure était-il raisonné au point de vue général? En matière politique, nous pensons que les généralités n'ont pas de criminalité. Avait elle raison à celui de la législation qui réglemait alors la colonie? Nous pensons que non. Ainsi M. Bissette, avec la vérité générale pour lui, n'était mis en flagrante opposition avec la loi, cette autre vérité particulière, temporaire et de convention, mais qui a pour ainsi dire une existence matérielle contre laquelle un doit s'attendre à se briser tant qu'on n'a pas la puissance de la briser elle même.

Accusé d'avoir voulu porter atteinte à un des faits principaux de cette législation, lequel il vivait, en propageant des doctrines qui lui étaient contraires, il fut poursuivi au nom de ce même état de choses qu'on voulait se défendre. Eternel antagonisme des choses du pas sé contre les choses de l'avenir qui n'ont raison d'être que quand le temps les consacre.

Voilà donc M. Bissette qui conspirait, comme il l'a depuis avoué franchement, condamné par les tribunaux, en vertu du droit à une peine rigoureuse et infamante. Ses juges indulgents, peut-être imprévoyants et trop textuels, mais pas injustes, ne firent au fond qu'exécuter le système qu'avait voulu la métropole et qu'elle continuait à maintenir dans son établissement.

L'arrêt fut exécuté par ordre de M. Imbert de Bourgogniou, procureur-général entupéen, qui prit sur lui la responsabilité de cette mesure qui eut de fort graves conséquences pour les colonies.

Ce fut là l'origine de l'immense sympathie populaire dont il jouit en France comme martyre de sa cause, que la petit libéral inscrivit son nom dans ses fastes et l'enfant de sa patrie. Son arrêt fut cassé par la Cour suprême. Renvoyé devant le tribunal de la Guadeloupe, il fut absous. A partir de cette époque, fortifiée par ses épreuves, intelligence vive et facile de M. Bissette se développa et s'éclaira au foyer parisien où il vécut. Les salons et la presse furent tour à tour témoins de ses succès, comprenant dans cet agrandir l'instruction rudimentaire que dans son pays. Il devint par sa plume un des champions de l'abolition et se plaça au point de vue de l'émancipation politique de la classe de couleur. Il fut nommé officier dans les rangs de la garde nationale. La question coloniale fut ainsi transportée en France devant le public français, dans les débats des tribunaux, au brûlant soleil de la publicité. M. Bissette laborieusement imprimée par le fer sur son épaule, dans son personne, témoignage vivant, et dans son incessante protestation. Il vivait et écrivait à l'aide d'une rente entretenue par les souscriptions des jeunes et de nous dans les colonies.

Ses écrits ne furent pas toujours exempts de fautes erronées, d'appréciations que eux qui en étaient l'objet pouvaient qualifier de calomnieuses. Ils ne firent pas naître toute la colère d'un mauvais souvenir, d'une haine douloureuse qui furent cependant la cause déterminante de sa position présente et du rôle singulier qu'il va bientôt jouer aux Antilles. En 1830 il combattit bravement pour la liberté, mais le nouveau gouvernement qui fit briller à ses yeux semblables ne fit rien pour lui. Il fut même en butte de son grade pour opinion républicaine. Bientôt l'oublieuse ingratitude des multitudes, et l'impérité de quelques-uns, infligèrent par souscription et même détournèrent les sommes. Alors le besoin se fit sentir et ses années s'écoulèrent pour lui dans les tristesses de l'abandon et d'une lutte de presse impréparée. Dans un de ses mauvais livres, Schœlcher, l'ancien sénateur, ayant fort maltraité la classe de couleur, Bissette lui déclara la guerre et devint son ennemi acharné sur cette question. On ne se cachait plus. Le 24 février n'aurait pas eu lieu qu'à leur profit. L'avocat Pory-Papy, Lémorre, Nemon Jack, Mayniet, à la Martinique; Corenin, Bellerophe, Magloire, Sanécal, Surville, à la Guadeloupe, furent les principaux meneurs plus ou moins atroces et ridicules de cette déplorable barbarie faite au nom de la liberté contre la civilisation. Ces honorables croyons-nous avoir été généralement les détenteurs du pouvoir des régens pour l'acte de leur liberté. Quelques autres, députés infidèles, de même que quelques blancs impuissants, piratèrent les malheureux et volèrent leur liberté. Des condamnations judiciaires sont la pour l'attester. De Paris, Bissette les réprouva, leur jeta l'anathème et son tour fut institué par eux. En butte aux calomnies des siens, plein de ressentiment pour leur lâche abandon, plaçant en politique le succès définitif de ses opinions pour prix de ses sacrifices, Bissette est arrivé, ne voulut pas en être. Les fureurs et continuer le misérable rôle de démolisseur quand il fallait tout organiser.

Dès ce moment il mit son nom et son influence au service de l'autre et de l'équité en défendant les propriétaires, la propriété et en publiant le travail et la concorde. Pour cela il vint à la Martinique demander les suffrages de son pays pour siéger à l'Assemblée Nationale. Reçu avec enthousiasme, et il ne pouvait en être autrement, il a compris qu'il n'était proposée, raillé les esprits, brisé l'action malfaisante des meneurs de couleur, conférence ce que sa conduite passée pouvait avoir de reprochable en l'exposant par la nécessité de la lutte, terrasse ses ennemis, fit chasser de l'une électorale Schœlcher et ses amis. Il fut nommé représentant à la presqu'unanimité avec les colons qu'il patronnait de sa popularité.

Ainsi voilà un homme qui en un jour atteint, en se conversant à propos et noblement, l'heure plus grande à désirer qui puissent agiter l'humanité: l'humiliation de ses ennemis, sa juste ambition et sa fortune privée. Cette opération ne fut pas mauvaise au point de vue militaire puisqu'il repart avec plus de vingt-deux mille piastres de cadeaux. On ne perd pas toujours en faisant le bien.

J. LEVILLOUX.

DRAME A HOBOKEN.— Le frais village d'Hoboken, dit le *Courrier des États-Unis*, a été avant hier ému d'un tragique événement. Un individu nommé John Blanc, demeurant dans Gardner street, avait conçu depuis quelque temps des soupçons sur les relations de sa femme et un monsieur de la garde nationale. La question coloniale fut ainsi transportée en France devant le public français, dans les débats des tribunaux, au brûlant soleil de la publicité. M. Bissette laborieusement imprimée par le fer sur son épaule, dans son personne, témoignage vivant, et dans son incessante protestation. Il vivait et écrivait à l'aide d'une rente entretenue par les souscriptions des jeunes et de nous dans les colonies.

Ses écrits ne furent pas toujours exempts de fautes erronées, d'appréciations que eux qui en étaient l'objet pouvaient qualifier de calomnieuses. Ils ne firent pas naître toute la colère d'un mauvais souvenir, d'une haine douloureuse qui furent cependant la cause déterminante de sa position présente et du rôle singulier qu'il va bientôt jouer aux Antilles. En 1830 il combattit bravement pour la liberté, mais le nouveau gouvernement qui fit briller à ses yeux semblables ne fit rien pour lui. Il fut même en butte de son grade pour opinion républicaine. Bientôt l'oublieuse ingratitude des multitudes, et l'impérité de quelques-uns, infligèrent par souscription et même détournèrent les sommes. Alors le besoin se fit sentir et ses années s'écoulèrent pour lui dans les tristesses de l'abandon et d'une lutte de presse impréparée. Dans un de ses mauvais livres, Schœlcher, l'ancien sénateur, ayant fort maltraité la classe de couleur, Bissette lui déclara la guerre et devint son ennemi acharné sur cette question. On ne se cachait plus. Le 24 février n'aurait pas eu lieu qu'à leur profit. L'avocat Pory-Papy, Lémorre, Nemon Jack, Mayniet, à la Martinique; Corenin, Bellerophe, Magloire, Sanécal, Surville, à la Guadeloupe, furent les principaux meneurs plus ou moins atroces et ridicules de cette déplorable barbarie faite au nom de la liberté contre la civilisation. Ces honorables croyons-nous avoir été généralement les détenteurs du pouvoir des régens pour l'acte de leur liberté. Quelques autres, députés infidèles, de même que quelques blancs impuissants, piratèrent les malheureux et volèrent leur liberté. Des condamnations judiciaires sont la pour l'attester. De Paris, Bissette les réprouva, leur jeta l'anathème et son tour fut institué par eux. En butte aux calomnies des siens, plein de ressentiment pour leur lâche abandon, plaçant en politique le succès définitif de ses opinions pour prix de ses sacrifices, Bissette est arrivé, ne voulut pas en être. Les fureurs et continuer le misérable rôle de démolisseur quand il fallait tout organiser.

Dès ce moment il mit son nom et son influence au service de l'autre et de l'équité en défendant les propriétaires, la propriété et en publiant le travail et la concorde. Pour cela il vint à la Martinique demander les suffrages de son pays pour siéger à l'Assemblée Nationale. Reçu avec enthousiasme, et il ne pouvait en être autrement, il a compris qu'il n'était proposée, raillé les esprits, brisé l'action malfaisante des meneurs de couleur, conférence ce que sa conduite passée pouvait avoir de reprochable en l'exposant par la nécessité de la lutte, terrasse ses ennemis, fit chasser de l'une électorale Schœlcher et ses amis. Il fut nommé représentant à la presqu'unanimité avec les colons qu'il patronnait de sa popularité.

Ainsi voilà un homme qui en un jour atteint, en se conversant à propos et noblement, l'heure plus grande à désirer qui puissent agiter l'humanité: l'humiliation de ses ennemis, sa juste ambition et sa fortune privée. Cette opération ne fut pas mauvaise au point de vue militaire puisqu'il repart avec plus de vingt-deux mille piastres de cadeaux. On ne perd pas toujours en faisant le bien.

J. LEVILLOUX.

NOUVELLES DES PLACERES CALIFORNIENS.

Nous empruntons la correspondance suivante au *Trait-d'Union*, journal publié à Mexico. Les nouvelles qu'elle transmet sont peu rassurantes.

Mazatlan, 16 juin.

"Il paraît que les *placeres* de Californie sont maintenant le théâtre d'une misère épouvantable, et l'on en croit les récits des chercheurs d'or qui étaient partis de notre ville, et qui étaient revenus. Ils assurent que par le plaisir stantanée, où se trouve agglomérée, surtout, la race espagnole, il peut y avoir environ 50,000 travailleurs dont la plus grande partie souffre à peine de quoi manger à midi, et dans l'autre partie ne fait absolument rien de la journée. Les plupart de ces travailleurs, d'une famille d'une Français et d'un autre, sont sans ressources, et ne peuvent pas quitter le pays faute d'argent pour payer leur passage. Parmi les derniers arrivages se trouvait une barque pêcheuse sur laquelle il y a eu une révolte, dix ou douze passagers se refusant à mettre le pied en Californie, dès qu'ils ont su dans quel état de misère est plongé le pays.

"Un ami, dans lequel j'ai toute confiance, m'écrit de Monterey, à la date du 22 mai: "Je vous ai pas écrit parce que j'étais occupé dans mon rancho, à livrer du bétail aux spéculateurs des placeres. Je vais voir ce que je pourrai faire d'ici avant qu'il ne survienne du nouveau car je m'aperçois que l'or s'épuise à pas de géant..... Il semble que toute la Sonore a émigré en Californie. Vous ne pouvez vous figurer la multitude d'individus qui arrivent de toutes les parties du monde; il n'y a pas le moindre doute qu'au lieu de placeres ils rencontreront beaucoup de misères, de difficultés et de désenchantement, car il en coûte infiniment de peines et d'argent pour se rendre à l'intérieur et sans aucune ressource on ne trouve plus à gagner de terre, comme autrefois, et que, cependant, le prix des chevaux et des objets nécessaires à l'existence n'a pas baissé. Les effets baissent tous les jours de valeur, il y en a tant à San Francisco qu'on ne sait qu'en faire, et que l'on attend, cette année, beaucoup de déconfitures. J'ai à vous donner des nouvelles plus désolantes encore. On annonce la perte de plusieurs bâtimens sur les côtes de Californie. On dit que les passagers d'un steamer qui a touché à San Blas, ont affirmé avoir rencontré en mer un bâtiment avec la quille en l'air, et que dans ce bâtiment se trouvaient *douze cadavres solidement amarrés*..... Les passagers de la barque *Jeaning*, qui a mouillé dans notre port à son retour de San Francisco, disent avoir rencontré en mer la poupe d'un brick entre deux eaux. La gazette mexicaine *Noria del Rosario*, parle pour la Californie de Mazatlan, le 26 février, est probablement perdue, cas on n'a pas encore entendu parler de son arrivée à San Francisco."

Nous donnons ces nouvelles, dit le *Trait d'Union*, telles qu'elles nous sont parvenues, mais nous les croyons exagérées en ce qui concerne le nombre des travailleurs sur le placer Stanislas.

LE GÉNÉRAL OUDINOT ET M. DE LESSEPS.

On lit dans le *Journal des Débats* du 24 juin:

"Monsieur,

Vous insérez dans votre journal d'aujourd'hui, d'après la feuille d'Angers, une lettre particulière de M. le général Oudinot, contenant une opinion, que je n'ai pas à qualifier en ce moment, sur une convention provisoire du 31 mai, passée avec les autorités romaines.

"La réserve qui m'est imposée par le sentiment de mes devoirs ne me permet pas encore de faire connaître ma défense, dont la publication ne peut être prématurée ensemble. Le décret qui défère au conseil d'État l'examen des actes relatifs à ma mission à Rome aurait dû imposer quelque retenue à mon égard aux organes de la presse.

"En attaquant mon honneur, on espère peut-être que je sortirai illégalement de mon réserve; mais je saurai conserver jusqu'au bout la ligne de conduite que je me suis tracée. Je veux vous dire seulement que j'ai écrit de ma propre main, et avant de connaître le nouveau décret, tout le récit des événements de la journée du 13 juin. Ce récit, qui est entièrement conforme à la vérité, importe que l'opinion publique ne soit pas égarée par des récits inexacts.

"Le rapport de M. le général Changarnier publié dans le *Moniteur* du 20, contient, sur ce qui s'est passé au Conservatoire des Arts et Métiers et sur la participation à ces événements de la légion d'artillerie, des détails complétement erronés qu'il est de mon devoir de rectifier.

"Le colonel de la légion d'artillerie a reçu dans la matinée du 13 juin deux ordres de M. le général Perrot, commandant en chef la garde nationale de la Seine; le premier, qui lui était transmis à neuf heures quinze minutes, prescrivait de réunir la légion dans le jardin du Palais National.

"Cet ordre fut exécuté immédiatement.

"Le second fut remis au colonel vers une heure: il lui enjoignait de faire rentrer chacune des batteries dans son arrondissement.

"Cet ordre était en cours d'exécution en présence du colonel, quand des citoyens revêtus de l'uniforme de la garde nationale, et désarmés, traversèrent le jardin en criant non pas aux armes, mais à l'assassinat, et déclarant hautement qu'ils avaient été chargés par une cavalerie nombreuse dans faire avertir par les sommations qu'exige la loi.

"Plusieurs portaient des traces sanglantes de violence.

"L'émotion était générale, surtout parmi les artilleurs, qui venaient d'apprendre que le poste auquel étaient confiés la garde de quatre pièces de canon, que la ville de Paris avait confiées à leur dévouement avait été désarmé et chassé brutalement de la cour des Tuileries. A ce moment, une députation de membres de l'Assemblée Nationale se présentait à moi en réclamant une protection contre des violences coupables.

"Je n'hésitai pas un instant, et moi, qui la matin avais promis à M. le général Perrot de défendre à tout prix la République et la Constitution, je fis former le petit détachement d'artillerie qui venait encore dans le jardin, et je le dirigeai vers les arrondissements de Paris dont la population a donné des preuves éclatantes de son dévouement à la République et à la Constitution que je pourrais croire attaquées.

"Nous arrivâmes au Conservatoire des Arts et Métiers, qui n'était pas, comme le dit le rapport du général Changarnier, le quartier-général de l'insurrection, mais un lieu de refuge où se retiraient les représentans du peuple pour y exercer, au milieu de la perturbation générale dans laquelle avait été prise la cité leur autorité.

"Le chef de poste Tronche ne fut pas sommé de se rendre; il fut, au contraire, traversé par mon ordre d'une manière qui ne laissait pas à trouver à avec plusieurs gardes nationaux. Tous les artilleurs qui m'accompagnaient déclareront hautement aux soldats du poste qu'ils les garantissaient contre toute insulte.

"Le proclamation d'une Convention, d'un gouvernement nouveau ou de différens décrets dont on les fabrique dont le bon sens public a déjà fait justice.

"Il est faux qu'il ait été décidé par les citoyens réunis dans les salles du Conservatoire que des barricades devaient être élevées pour protéger le siége provisoire de la Convention, comme le dit le rapport de M. le général Changarnier.

"Des ordres positifs et souvent répétés avaient été donnés de maintenir la liberté entière de circulation. Les artilleurs de la garde nationale protégèrent les cabriolets, les omnibus, les diligences, les chevaux détachés furent attelés de nouveau par eux, et plusieurs de ces voitures purent continuer leur route.

"Quant à la barricade dont il est question dans le rapport de M. le général Changarnier, elle fut élevée par de jeunes ouvriers presque en face de la cour du Ponceau.

"Les artilleurs se barbarent pas entièrement la rue Saint-Martin, et elle ne se composa que d'une voiture vempée de paille et d'une petite charrette à traîne-roue.

"Cette barricade inconnue de n'a été défendue ni par des artilleurs ni par aucun citoyen armé, et par conséquent n'a pu être enlevée ni défendue par qui que ce fût.

"Je ne reviens pas sur quatre coups de fusil ayant retenti à la fin du mouvement de la garde nationale qui, parti de la rue des Arts, a été venu s'embusquer derrière cette barricade.

"Au bruit de ces coups de fusil qui étaient partis des rangs mêmes, je me suis précipité rapidement des fabriques du Conservatoire des Arts et Métiers pour me porter, accompagné de plusieurs officiers d'artillerie, vers donnant l'ordre aux canonniers qui me donnaient le même ordre au moment où le feu cessait, et de cesser aussi immédiatement.

"Plusieurs personnes ont été blessées, et quelques-unes ont été tuées dans cette malheureuse affaire, dont la responsabilité ne doit peser que sur ceux qui ont donné l'ordre d'attaquer.

"Ce sont ces faits que j'ai voulu rétablir, et je vous prie, monsieur, de vouloir bien insérer cette lettre dans votre plus prochain numéro.

Paris, le 24 juin 1849.

ADOLPHE DE LESSEPS.

FRANÇAIS ET ROMAINS.

Le *Moniteur romain* s'exprime avec une vivacité extraordinaire. Nous reproduisons, pour en donner une idée, l'article suivant, où il ne s'agit que de la destruction d'un aqueduc:

"Les Français font autour de Rome une guerre digne des Gaulois, leurs ancêtres. La multitude d'individus qui arrivent de toutes les parties du monde; il n'y a pas le moindre doute qu'au lieu de placeres ils rencontreront beaucoup de misères, de difficultés et de désenchantement, car il en coûte infiniment de peines et d'argent pour se rendre à l'intérieur et sans aucune ressource on ne trouve plus à gagner de terre, comme autrefois, et que, cependant, le prix des chevaux et des objets nécessaires à l'existence n'a pas baissé. Les effets baissent tous les jours de valeur, il y en a tant à San Francisco qu'on ne sait qu'en faire, et que l'on attend, cette année, beaucoup de déconfitures. "J'ai à vous donner des nouvelles plus désolantes encore. On annonce la perte de plusieurs bâtimens sur les côtes de Californie. On dit que les passagers d'un steamer qui a touché à San Blas, ont affirmé avoir rencontré en mer un bâtiment avec la quille en l'air, et que dans ce bâtiment se trouvaient *douze cadavres solidement amarrés*..... Les passagers de la barque *Jeaning*, qui a mouillé dans notre port à son retour de San Francisco, disent avoir rencontré en mer la poupe d'un brick entre deux eaux. La gazette mexicaine *Noria del Rosario*, parle pour la Californie de Mazatlan, le 26 février, est probablement perdue, cas on n'a pas encore entendu parler de son arrivée à San Francisco."

Nous donnons ces nouvelles, dit le *Trait d'Union*, telles qu'elles nous sont parvenues, mais nous les croyons exagérées en ce qui concerne le nombre des travailleurs sur le placer Stanislas.

LE GÉ